



Action urgente : les Nukak de Colombie

la violence dans tous ses états • échos des campagnes • raoni otage
des intérêts français en amazonie? • l'école de la république en
guyane : un ethnocide annoncé • la fin des jumma du bangladesh?



au sommaire

- 3** **Edito** : la violence dans tous ses états
- 4** **Echos des campagnes**
- 5** **Action urgente** : les Nukak
- 6** **Raoni, otage des intérêts français en Amazonie?** Valérie Cabanes
- 8** **L'école de la République en Guyane : un ethnocide annoncé** Amparo Ibanez
- 10** **La fin des Jumma du Bangladesh?** Rémi Pflieger-Chakma
- 12** Livres et revues

La violence dans tous ses états

“En 2010, le gouvernement brésilien a constamment ignoré les peuples indigènes, leurs appels, leurs protestations, leurs projets de vie. Il a méprisé leurs droits et a négligé la protection de leurs communautés.”

C'est ainsi que le CIMI (Conseil indigéniste missionnaire), organe de la conférence nationale des évêques du Brésil chargé des questions indiennes, présente son rapport* sur la 'Violence contre les peuples indigènes du Brésil' publié en juin dernier et dans lequel il comptabilise pour la seule année 2010, 60 assassinats d'Indiens, 92 cas de mortalité infantile, conséquence de la négligence des pouvoirs publics, et autant dûs aux conflits résultant des invasions des territoires indigènes et de l'exploitation illégale de leurs ressources et enfin l'inquiétant taux de suicide, particulièrement chez les jeunes avec 20 cas recensés dont 13 chez les Guarani. Parmi tous ces cas de violences que le CIMI refuse de considérer comme de simples 'accidents' mais comme le 'fruit d'une idéologie diamétralement opposée au projet de vie des Indiens' figure le barrage de Belo Monte qui, 'imposé dans l'illégalité, par la force et la négation du dialogue avec les peuples affectés, est probablement le plus emblématique, mais il n'est qu'un parmi tant d'autres'.

On lira dans l'article de Valérie Cabanes, que cette nouvelle violence imposée aux Indiens et riverains affectés par Belo Monte n'est pas étrangère aux intérêts français. Le chef kayapo Raoni, en visite fin septembre à Paris pour rechercher des appuis contre ce monstrueux projet, en a été la victime involontaire, puisqu'il n'a pu s'exprimer sur cette question au nom des contrats juteux que se partagent des entreprises françaises et l'Etat, à travers ses parts de capital, et qui se rendent ainsi complices des violations des droits de l'homme qu'implique la construction d'un tel barrage.

Maheureusement, la violence ne règne pas seulement au Brésil. Sur tous les continents, au Bangladesh, en Colombie, au Botswana..., comme on pourra le lire ici, les peuples indigènes voient leurs droits bafoués au nom du progrès. C'est pourquoi une organisation comme Survival restera encore longtemps indispensable pour relayer et renforcer le combat que ces peuples mènent sur toute la planète.

*Ralatoria. Violência contra os povos indígenas no Brasil. Dados de 2010. CIMI, juin 2010, Brasília, 156 p.

Échos des campagnes

BRÉSIL

Brutale offensive contre les Guarani

Début septembre, des hommes armés ont fait irruption dans une communauté guarani pour chasser violemment ses habitants et détruire leurs maisons. Cette agression est la dernière d'une série d'attaques lancées à l'encontre de cette communauté depuis le début du mois d'août. Elle fait suite aux tentatives des Indiens de réoccuper leur territoire ancestral que les propriétaires terriens ont confisqué dans les années 1970 et qu'ils occupent depuis lors. Fin septembre, dans une autre communauté, un Indien guarani d'une vingtaine d'années est mort de ses blessures après avoir été violemment agressé par les hommes de main d'un éleveur de bétail qui occupe le territoire ancestral de la communauté.

Menaces de mort contre les Surui

Des Indiens surui d'Amazonie brésilienne qui luttent pour leurs droits territoriaux ont été menacés de mort par des bûcherons au mois de juillet. L'un de leur porte-parole, Almir Surui, s'était rendu en Europe en février dernier pour dénoncer la déforestation et les projets de barrages sur la rivière Madeira qui dévasteront de grandes étendues de forêt et menacent la vie de plusieurs groupes d'Indiens, dont des tribus isolées extrêmement vulnérables à tout contact avec le monde extérieur.

Attaque d'un poste de protection des Indiens isolés

Un poste de contrôle brésilien destiné à protéger les Indiens isolés a été attaqué début août par des individus lourdement armés, soupçonnés d'être des trafiquants de drogue. Le poste a été pillé et les équipements détruits. Survival a appelé les gouvernements brésilien et péruvien à protéger le territoire des Indiens isolés de toute invasion.

Agression d'un Indien nomade

Un Indien awá, membre de l'une des dernières tribus de chasseurs-cueilleurs nomades d'Amazonie brésilienne, a été brutalement attaqué par des bûcherons qui ont envahi son territoire. Plus de 30% de l'un de leurs territoires ont déjà été rasés. Les Awá ne peuvent pratiquement plus trouver de gibier dans la forêt. Survival a écrit aux autorités brésiennes, réitérant l'urgence d'expulser tous les intrus du territoire des Awá sans lequel ils ne pourront survivre.

Doyenne de l'humanité ?

Maria Lucimar Pereira, Indienne kaxinawá d'Amazonie brésilienne, a fêté son 121^e anniversaire le 3 septembre dernier. Elle est

considérée comme la personne la plus âgée du monde.

Manifestation mondiale contre le barrage de Belo Monte

Des milliers de personnes ont manifesté dans des dizaines de villes du monde entier le 22 août contre le méga-barrage de Belo Monte en cours de construction sur le fleuve Xingu, en Amazonie brésilienne. Des ONG brésiennes ont interpellé la présidente Dilma Rousseff, l'exhortant à stopper la construction de ce barrage destructeur. Survival a pour sa part remis aux ambassades du Brésil à Berlin, Londres, Paris et Madrid une lettre de protestation destinée aux plus hautes autorités brésiennes.

PÉROU

Feu vert à un oléoduc en Amazonie

La compagnie pétrolière française Perenco a reçu au mois d'août l'autorisation de construire un oléoduc de 200 km dans une région amazonienne au nord du Pérou malgré une controverse sur le fait qu'elle aurait dissimulé les rapports attestant de la présence d'Indiens isolés dans la région. La compagnie prévoit d'investir 350 millions de dollars dans la construction de cet oléoduc qui transportera la valeur de 35 milliards de dollars de pétrole depuis sa concession jusqu'à la côte Pacifique.

Adoption d'une loi 'historique' sur les droits indigènes

Début septembre, les Indiens du Pérou ont célébré la décision du nouveau président Ollanta Humala qui a approuvé une loi de consultation préalable. Il s'agit d'une étape importante vers la reconnaissance des droits des peuples indigènes dans le pays. Cette loi garantit aux peuples indigènes le droit au consentement préalable, libre et informé sur tout projet les concernant. Plus de 70% de l'Amazonie péruvienne a été divisée en concessions pétrolières et gazières, souvent accordées sans le consentement des Indiens habitant la région.

PARAGUAY

Rapport sur la situation des Indiens

Dans un rapport soumis en août au Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), Survival a dénoncé les entreprises impliquées dans l'exploitation du territoire des Ayoreo isolés, extrêmement vulnérables. Les entreprises brésiennes BBC SA et River Plate SA ont été récemment prises en flagrant délit de déforestation illégale sur les terres habitées par les Ayoreo. Le rapport de Survival exhorte le CERD à faire pression sur le gouvernement paraguayen pour qu'il donne

satisfaction aux revendications territoriales des Ayoreo.

Enfin un territoire pour les Enxet

Près de 9 000 hectares de leur territoire ancestral ont été restitués en août aux Indiens enxet, plus de dix ans après le début de leur revendication territoriale. Les Kelyenmagategma, un sous-groupe enxet, qui ont été expulsés de leur territoire à plusieurs reprises, survivaient sur une petite parcelle de 3 hectares. Après avoir subi d'innombrables épisodes de violences et de persécutions de la part des propriétaires terriens locaux, ils avaient porté leur cas devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) en 2004 qui a influencé la décision récente du gouvernement.

BOLIVIE

Une manifestation indienne dispersée

La police bolivienne est intervenue fin septembre avec brutalité en faisant usage de gaz lacrymogène et de matraques pour disperser un millier d'Indiens qui effectuaient depuis 40 jours une marche de protestation vers La Paz. Elle a arrêté plusieurs leaders indiens et démantelé leurs campements. Les Indiens protestaient contre un projet de route à travers le parc national Isiboro Sécure qui est le territoire ancestral des Indiens chiman, yuracare et moxos. Survival a co-signé avec plus de 60 organisations internationales une lettre adressée au président Evo Morales en soutien au droit des Indiens à être consultés sur tout projet les affectant directement ou affectant leurs terres. Peu après cet événement, le président a suspendu le projet de route.

CANADA

Les Innu s'opposent à une mine

L'une des plus importantes communautés innu du Québec s'oppose à une compagnie minière qui veut exploiter le minerai de fer sur son territoire de chasse sans avoir obtenu le consentement des principaux intéressés. Cette région, connue sous le nom de Fosse du Labrador, s'étend sur des centaines de kilomètres le long de la frontière entre le Québec et le Labrador.

MALAISIE

Victoire d'une tribu de Bornéo

Les chasseurs-cueilleurs penan de Bornéo ont remporté en juillet une victoire majeure contre Shin Yang, une compagnie malaisienne géante d'huile de palme qui convoitait leur forêt. Survival avait dénoncé en juin cette compagnie qui abattait la forêt et plantait des palmiers à huile dans une région où une communauté penan devait être réinstallée, la construction d'un barrage étant prévue sur

leur terre ancestrale. La compagnie a finalement annoncé qu'elle suspendait ses activités en attendant d'obtenir des autorités la confirmation que ce territoire a bien été octroyé aux Penan.

INDE

Halte aux safaris humains

Cet été, une femme jarawa a été sexuellement agressée dans les îles Andaman en Inde, l'une des destinations touristiques les plus prisées pour ses splendides plages exotiques. La police a arrêté deux suspects. Le tourisme peut être extrêmement destructeur lorsqu'il dégénère en safaris humains organisés par des tour-opérateurs peu scrupuleux. C'est pourquoi Survival appelle au boycott touristique de la route qui traverse la réserve jarawa. En collaboration avec l'ONG andamane Search, Survival fait actuellement pression sur le gouvernement indien pour qu'une nouvelle route soit construite à l'écart de la réserve. Quatre tour-opérateurs sur cinq ont déjà manifesté leur soutien au boycott.

Lourdes défaites pour Vedanta

Courant juillet, la compagnie Vedanta Resources a essuyé deux importants revers : la licence environnementale de son projet minier sur les collines de Niyamgiri a été annulée et elle a perdu en appel le projet d'extension de sa raffinerie d'aluminium voisine. Les Dongria Kondh, qui vivent sur les collines de Niyamgiri, se sont toujours fermement opposés à la mine et à la raffinerie d'aluminium déjà en activité.

ETHIOPIE

Spoliation de terres agricoles au profit de compagnies étrangères

Une enquête de Survival International a révélé que les tribus indigènes d'Ethiopie sont spoliées de leurs terres agricoles les plus productives pour être cédées à des compagnies étrangères qui y pratiqueront une agriculture intensive d'exportation - alors que des milliers de personnes souffrent de la famine en cette grave période de sécheresse qui affecte le sud du pays. Les populations locales, qui n'ont jamais été consultées, ont été réduites au silence avec l'interdiction de s'adresser aux étrangers ou aux journalistes.

BOTSWANA

Enfin de l'eau pour les Bushmen!

Les Bushmen de la Réserve du Kalahari central ont célébré début septembre la réouverture de leur puits - Mothomelo - fermé il y a neuf ans. Cet événement marque la première étape vers leur retour définitif sur leur territoire ancestral, conformément au verdict prononcé par un tribunal en 2006.

action urgente

vos lettres font la différence

Les Nukak de Colombie ont besoin de vous



Un groupe de Nukak dans la forêt. © Juan Pablo Gutierrez

Les Nukak vivent en petits groupes de dix à trente personnes dans une région située entre les rivières Guaviare et Inírida, au sud-est de la Colombie. Ils sont l'un des six sous-groupes de chasseurs-cueilleurs nomades maku habitant aux sources des rivières au nord-ouest du bassin amazonien.

Contact

Bien que les premières invasions de leur territoire remontent au XIX^e siècle, à l'époque du boom du caoutchouc, ils sont restés pratiquement isolés pendant le siècle qui a suivi. Leur premier contact avec le monde extérieur qui remonte à 1988 s'est avéré catastrophique. Depuis lors, plus de la moitié d'entre eux ont succombé aux maladies transmises par les étrangers. La situation actuelle des Nukak, confrontés à l'exil forcé, aux épidémies, à la violence et à la dépression, est dramatique.

Cocaïne et guerre civile

Le territoire nukak est occupé par des cultivateurs de coca et se trouve en plein cœur de la violente guerre civile à laquelle se livrent les forces armées colombiennes, la guérilla d'extrême gauche et les paramilitaires d'extrême droite. Nombreux sont les Nukak qui ont été forcés de s'enfuir - souvent sous la menace des armes - pour trouver refuge dans les périphéries de la bourgade voisine de San Jose del Guaviare.

Faits récents

Il y a quelques semaines, des rebelles armés colombiens ont intercepté un navire hôpital utilisé comme centre de soins d'urgence pour les Nukak. L'ONIC, l'organisation nationale des Indiens de Colombie, propriétaire du navire, a rapporté que les guérilleros des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) ont brutalement chassé le personnel soignant du navire qui a dû abandonner son matériel médical.

Comment les aider?

Tous les efforts du gouvernement colombien pour protéger le territoire des Indiens nukak ont été infructueux. Les Nations unies ont récemment lancé une campagne pour protéger 35 groupes indiens de Colombie menacés d'extinction, dont les Nukak que Survival International soutient depuis de nombreuses années.

Ecrivez une lettre au président colombien en vous inspirant de ce texte ou en écrivant librement :

Juan Manuel Santos
Président de la République
Carrera 8 # 7-26
Palacio de Nariño,
Santa Fe de Bogotá
Colombie

*Monsieur le Président,
Les Nukak sont des victimes innocentes de la guerre de la drogue qui sévit en Colombie. J'exhorte les autorités à entrer en négociation avec les différentes parties du conflit afin de prévenir toute opération armée sur le territoire nukak. Les fumigations des plantations de coca en territoire indien doivent être suspendues et une politique adéquate devrait être mise en place afin de reloger les colons sur d'autres terres où ils pourront cultiver des plantes licites. Les autorités doivent aider les Nukak qui ont été déplacés à rentrer chez eux et les faire bénéficier d'un soutien médical approprié.*

Pourquoi agir?

Les actions antérieures menées en faveur des Nukak ont eu des résultats positifs ! A la suite des campagnes de Survival et des organisations indigènes locales, le gouvernement colombien leur avait créé une réserve en 1993 qui fut agrandie en 1997. Les Nukak veulent aujourd'hui que les frontières de cette réserve soient respectées.

Raoni otage des intérêts économiques français en Amazonie ?

Le leader kayapo Raoni Metuktiré, venu en France fin septembre pour défendre la cause de la forêt amazonienne, s'est retrouvé pris au piège d'une intrigue politico-financière.



L'actrice américaine Sigourney Weaver, en solidarité avec les Indiens du Xingu, participe en avril 2010 à une manifestation contre le barrage de Belo Monte devant la mission du Brésil aux Nations-Unies à New York © Amazon Watch

Raoni, leader des Kayapo d'Amazonie brésilienne, était en France du 19 au 30 septembre 2011 pour récolter des fonds et poursuivre son combat contre le barrage de Belo Monte sur le fleuve Xingu. Il était déjà venu en mai 2010 demander un soutien de la France à son combat contre la construction du barrage.

Ce barrage, qui, s'il est construit, sera le troisième plus grand au monde, s'ins-

confirmé par téléphone à Survival son souhait de faire campagne contre Belo Monte et le comité de soutien au chef Raoni l'attendait à l'aéroport avec enthousiasme pour lui remettre 102 000 signatures à la pétition qu'il avait lancée avec d'autres leaders amazoniens. Fort de ce soutien, il avait légitimité pour interpellier le président français et les parlements français et européen. Eva Joly s'était dite prête à le soutenir publiquement. Une grande manifestation était planifiée à Paris.

Son comité de soutien fut cependant fort surpris de constater qu'aucune marge de manœuvre ne lui avait été octroyée par l'Association pour la forêt vierge (AFV) et son président d'honneur, Jean-Pierre Dutilleux. Raoni a semblé muselé dans toutes ses apparitions publiques et littéralement tenu sous contrôle et à distance des journalistes et des militants dans ses déplacements. Lors de l'unique point presse autorisé par l'AFV au château de Cheverny, la mention par Raoni de sa recherche de soutien en France pour l'organisation d'une grande manifestation anti-Belo Monte fin octobre à Altamira, fut délibérément dénaturée par la traduction de Dutilleux. Raoni ne put finalement honorer qu'un seul événement officiel sur le territoire français : sa décoration par le maire de Paris en tant que citoyen d'honneur de la ville. Étrangement, toute mention au barrage de Belo Monte disparut du discours de Bertrand Delanoë et de celui du chef Raoni pendant la cérémonie, alors que l'annonce officielle de l'événement, en faisait largement mention.

Parallèlement, Dutilleux fut reçu au ministère de la Coopération, sans Raoni,



Raoni recevait mardi 27 septembre des mains de Bertrand Delanoë le diplôme de citoyen d'honneur de la Ville de Paris. © Ian Packer/Survival

pour négocier un financement. Aucune publicité ne fut faite autour de cet événement et les Kayapo ne savent pas ce qui a été dit et décidé lors de cette réunion. Cette rencontre secrète contraste avec la promesse de Nicolas Sarkozy faite deux ans auparavant à Brasilia où il s'était engagé à rencontrer Raoni officiellement en France.

Dans le cadre d'un voyage qui a pris une tournure si peu combative, cette rencontre au ministère de la Coopération interpelle. D'autant plus que ce même ministère vient d'octroyer un prêt de cent millions d'euros à l'entreprise publique brésilienne Electrobras, en charge de la construction du barrage de Belo Monte, afin de financer un appui technique pour la gestion durable des forêts en Amazonie. Ceci fait probablement écho à la déclaration de Carlos Minc, ministre brésilien de l'Environnement qui réclame 800 millions de dollars de compensations aux entreprises engagées sur Belo Monte, notamment pour la préservation des territoires indigènes.

Electrobras a remporté l'appel d'offres pour la construction du barrage de Belo Monte. Dans le consortium qu'elle dirige, des entreprises françaises comme Alstom sont parties prenantes. Cette compagnie, qui fournira les turbines du barrage pour un contrat juteux de 500 millions

d'euros, est le plus grand constructeur mondial de grands barrages. L'Etat français a détenu jusqu'à 21% de son capital, dont les parts ont été rachetées en 2006 par le groupe Bouygues.

EDF, dont l'Etat est actionnaire à 85%, dit aussi mener à l'heure actuelle des études sur la construction de barrages hydroélectriques au Brésil et a un œil sur ses projets nucléaires.

Parallèlement, GDF-SUEZ est actionnaire à 70% de la construction du barrage de Jirau et est aujourd'hui le premier producteur privé d'électricité du Brésil, par l'exploitation de 21 centrales, dont 13 hydroélectriques. Jirau est le deuxième plus grand programme hydroélectrique en cours dans les Amériques, après celui de Belo Monte. L'Etat français est, lui, actionnaire à 36% de GDF-SUEZ et accompagne à l'heure actuelle un partenariat stratégique entre GDF-SUEZ et Electrobras pour l'Amérique latine mais aussi l'Afrique, deux grandes zones émergentes sur lesquelles ces géants de l'énergie cherchent à se développer.

GDF-SUEZ a été nommée au 'Public Eye Awards' 2010 couronnant l'entreprise la plus irresponsable en matière d'environnement pour son rôle dans la construction du barrage de Jirau. L'entreprise est accusée d'avoir fait preuve d'un manque de vigilance au cours des

phases de planification et de construction du barrage, ainsi que d'un flagrant mépris des droits humains et de la protection de l'environnement.

Les mêmes critiques sont aujourd'hui émises par la communauté internationale vis-à-vis du gouvernement brésilien concernant le barrage de Belo Monte. Il lui est reproché par la justice fédérale du Para, par la Commission interaméricaine des droits de l'homme et par les Nations-Unies d'agir à l'encontre de la Constitution du Brésil, de la Convention américaine des droits de l'homme, de la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail et de la Déclaration des droits des peuples autochtones des Nations-Unies. En effet, aucune consultation digne de ce nom, ni aucun consentement n'a été obtenu de la part des populations concernées par le barrage, aucune mesure préventive n'a été prise en faveur d'une douzaine de groupes indiens, dont certains vivent encore dans l'isolement dans le bassin du fleuve Xingu, et les études d'impacts environnementaux ont été bâclées.

Des entreprises françaises et l'Etat, à travers ses parts de capital, se rendent aujourd'hui complices de ces violations des droits humains et il est scandaleux et intolérable que les Kayapo aient pu être censurés afin de préserver ce marché promoteur qu'est le Brésil de demain. ■

* Juriste spécialiste des droits de l'homme.

L'école de la République en Guyane : un ethnocide annoncé

La Guyane, et particulièrement le Maroni, est un territoire qui ne plie pas aux injonctions des frontières, aux délimitations des influences géopolitiques. La scolarisation des enfants amérindiens de plus en plus jeunes sous la pression du rectorat, relayée en cela par les syndicats, est proportionnelle à la croissance démographique. Personne ne fait mystère de ce que la langue la moins parlée tout au long du Maroni est le français. Celle justement des injonctions, du contrôle et... de l'école.

Puisqu'il est évident que l'école n'est pas là pour donner aux populations amérindiennes les outils pour prendre elles-mêmes leur destin en main, afin de se construire un avenir qui pourrait différer du format imposé, alors elles doivent perdre toute référence à des modes d'être au monde que l'on a décidé d'éradiquer définitivement, en commençant par la non reconnaissance de leurs langues comme vecteurs possibles d'autres savoirs.

Ne plus laisser de refuge, de lieu de repli en cas d'échec : tel est l'objectif non avoué de la vaste entreprise mise en place par l'éducation nationale. Il faut que les villages se vident et que les élèves viennent, comme en France métropolitaine, rejoindre les villes et enfler les files de demandeurs d'emploi. Qu'ils ne soient plus en mesure de vivre d'autre chose que des miettes versées par la France.

Dans ce qu'il est convenu d'appeler le pays amérindien¹, les pressions s'intensifient. Pressions pour scolariser les enfants à partir de trois ans, exercées sur des enseignants qui se font un devoir d'appliquer les directives, convaincus de leur bien-fondé. Pressions pour mettre en place des activités dénuées de tout bon sens dans le contexte local (refus de considérer le français comme langue étrangère avec imposition de l'enseignement de l'anglais à

l'école élémentaire ; préparation au brevet de conduite des élèves des villages où le seul mode de transport est le canoë, où il n'existe pas une route, pas une rue, pas une voiture...); interdiction de venir en classe avec couteaux, sabres ou tout objet tranchant dont tout Amérindien apprend la maîtrise dès son plus jeune âge. Tout cela au nom de l'école de la République.

Dans le même temps, la suppression de l'antenne collège à Antécume-Pata a entraîné l'obligation pour les familles qui souhaitent continuer à scolariser leurs enfants de le faire à Maripasoula et à l'internat (accessible uniquement en pirogue en trois heures environ). La suppression de l'aide à l'hébergement en familles d'accueil est un argument décisif pour ceux qui essaieraient d'échapper à l'internat gouverné par l'Eglise catholique.

L'encadrement par les bonnes sœurs est une 'excellente' alternative, et à Maripasoula, la plus grande commune de France en superficie, le voile peut circuler librement, comme si, de l'autre côté de l'Atlantique, les signes distinctifs de l'Eglise, à condition qu'elle soit catholique et reconnue par le Vatican, ne constituaient plus une atteinte à la laïcité et que ces signes extérieurs n'alimentaient plus les communautarismes.

La Guyane échappe à la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Dans ce département, en effet, les décrets Mandel du 28 mai 1948 permettent que reste en vigueur l'ordonnance royale du 27 août 1828 qui prévoit la reconnaissance du seul culte catholique, avec agrément préfectoral préalable à la nomination des ministres du culte et rétribution de ces derniers par le budget départemental. Seule l'Eglise catholique bénéficie de ce statut et les 27 prêtres ainsi que l'évêque sont salariés par le Conseil général.

Il est alors moins surprenant que celle-ci contribue activement à cimenter, à souder l'appartenance des populations



Ecole wayana © Stéphanie Guyon/Survival

Amparo Ibanez a enseigné à l'école élémentaire d'Antécume-Pata, sur le Maroni, fleuve-frontière avec le Surinam, jusqu'en juin 2010. Elle porte ici un regard inquiet sur le rôle de l'éducation en Guyane et tout particulièrement sur le fleuve Maroni, où vivent les Amérindiens wayana et apalaï et les Bushinengue ou 'Noirs marrons'.

1. On appelle communément 'pays amérindien' la zone située au sud d'une ligne qui passe de Elahé à Camopi. Depuis 1970, l'accès à la zone située au sud d'une ligne définie par Camopi sur le fleuve Oyapock et le confluent de la crique Waki et du fleuve Maroni est soumise à autorisation préfectorale.

amérindiennes à leur nouvelle communauté : celle de l'Eglise catholique et de l'Etat qui la finance.

Nous ne sommes plus au XVI^e siècle, les termes ont changé, on ne christianise plus les 'sauvages', on leur offre l'accès à une véritable et indispensable spiritualité, une ouverture au monde moderne!

Cependant, pour faire taire les mauvais esprits qui prétendraient que la laïcité serait mise à mal de la sorte, on construit un internat flambant neuf en restaurant, avec les fonds publics, le presbytère qui demeurera propriété de l'évêché. De la Nouvelle-Calédonie au Canada, en passant par l'Australie, peu d'enfants arrachés à leurs familles en ont réchappé. Les faits sont têtus, les pouvoirs tout autant.

Il ne s'agit pas seulement de supprimer toute référence à une culture d'origine, il faut encore lui substituer la culture du pouvoir en place. Il faut donc assimiler. Même si les populations sont réduites,

elles n'en constituent pas moins une menace latente qui pourrait se réveiller. Comme si l'unique fait d'exister, de vivre de façon différente depuis des siècles démontrait à lui seul que le fonctionnement des 'grandes nations civilisatrices' était, quant à lui, un système moribond, mortifère ne conduisant qu'à la destruction des cultures minoritaires et des ressources de la planète.

Pour parfaire le système, il reste la trop rudimentaire formation des maîtres et le recrutement d'enseignants contractuels non préparés aux cultures qu'ils vont rencontrer. L'école devient donc le lieu privilégié du déracinement, de l'éradication de ces cultures. Il s'agit tout d'abord de ne plus parler les langues amérindiennes et de ridiculiser l'ensemble des traits distinctifs qui constituent leur culture en les folklorisant. Il s'agit d'abjurer la naïveté de cette pensée qui prétend régir les rapports humains en relation avec l'environnement et le passé des ancêtres.

Les mythes fondateurs ne sont plus que des contes, les pouvoirs chamaniques relégués au rang de croyances animistes, voire infantiles, la pharmacopée traditionnelle réduite à des remèdes de bonne femme, la seule vérité étant celle de la technologie, la seule croyance, celle de l'Eglise.

Pas une filière ouverte à Maripasoula n'oriente vers la maîtrise de l'environnement, pas de lycée agricole, pas de filières de la pêche, pas même une filière bois. Les 'forums des métiers' sont édifiants : l'armée, la police, les métiers de la sécurité vantent leurs mérites et battent des records d'affluence.

Dans cette course dérisoire et grotesque pour soumettre les Amérindiens aux normes républicaines en matière d'enseignement, l'administration se rend coupable d'un ethnocide en imposant une éducation qui éloigne les élèves, et par ricochet leurs familles, d'un mode de vie qui leur assurait jusque-là autonomie et indépendance. ■

La fin des Jumma du Bangladesh ?

Le 30 juin dernier, le parlement bangladais adoptait à une large majorité le 15^e amendement de la Constitution du pays pour revenir au texte original de 1972 et restaurer son caractère laïque, tout en conservant l'islam comme religion d'Etat. Les Jumma des Chittagong Hill Tracts, leurs partis politiques et leurs organisations condamneront aussitôt cet amendement qui les nie en tant que peuple et demandèrent sa révision au gouvernement.



Moines bouddhistes dans les Chittagong Hill Tracts
© Rémi Pflieger-Chakma

* Porte-parole jumma en France et secrétaire général de l'association Les Amis des Jummas (www.amisdesjummas.fr)

Dès le début du projet d'amendement, des efforts incessants pour défendre l'identité et les droits des peuples indigènes ont été déployés par Devasish Roy, le roi des Chakma ainsi que des intellectuels jumma et leurs organisations. Cependant, malgré plusieurs lettres envoyées au gouvernement, de nombreuses rencontres avec des responsables politiques, la participation de représentants jumma à la 10^e session du Forum permanent des Nations-Unies sur les peuples autochtones, leur voix n'a

pas été entendue. Bien que reconnus par les Nations unies comme peuple autochtone, Iqbal Ahmed, premier secrétaire de la mission du Bangladesh à New York, a nié leur existence.

Les points de discord

Il existe cinq points de discord dans cet amendement. Le premier est le maintien du 'Bismillah al-Rahman-Ar-Rahim' (Au nom d'Allah) dans le préambule de la Constitution. Le deuxième concerne le maintien de l'islam comme religion d'Etat, alors que plus de 10% de la population du pays pratique l'hindouisme, le christianisme, le bouddhisme ou encore l'animisme. Le troisième est la non-reconnaissance des peuples autochtones – Adivasi – en tant que tels. Les termes *Upajati* (tribus), *Khudra Jatisatta* (minorités ethniques), *Nrigosthi-sampradai* (sectes et communautés ethniques) employés dans la Constitution n'étant pas acceptés par les peuples autochtones du Bangladesh pour les désigner. Le quatrième point touche à la nationalité et à la citoyenneté. La population du Bangladesh est composée de la nation bengalie, entité culturelle et religieuse musulmane, et tout citoyen, quel qu'il soit, culturellement ou religieusement, est bangladais... Les peuples autochtones du Bangladesh ne veulent pas être désignés comme des Bengali, au risque de perdre leur identité. Enfin, le dernier point d'achoppement touche à la liberté d'association. Il y a de fortes présomptions que les partis politiques, les organisations et les associations autochtones soient prochainement interdits.

Quelles conséquences pour les Jumma ?

Cet amendement préoccupe vivement tous les Jumma, y compris la diaspora dis-



Survival a accompagné les Jumma dans leurs manifestations à Bruxelles, le 9 août, et ci-dessus, à Paris, le 10 août. © Thomas Leaud/Survival

persée dans le monde entier, de même qu'une partie de l'opinion bangladaise attachée à la laïcité. De nombreuses manifestations ont secoué la région et la capitale en juillet 2011.

Selon cet amendement, les Jumma perdent leur qualité d'autochtone pour devenir des Bengalis. En tant qu'autochtones ils ont des droits, une identité, des religions et des langues qui leur sont propres. La Déclaration des droits des peuples autochtones, adoptée par les Nations-Unies en septembre 2007, affirme effectivement que les peuples autochtones ont le droit à l'autodétermination interne et qu'en vertu de ce droit ils déterminent librement leur statut politique et recherchent librement leur développement économique, social et culturel. Elle stipule que les peuples autochtones ne peuvent être expulsés de leur terre et qu'ils ont droit aux ressources naturelles qui y sont situées.

Quel avenir ?

De nombreuses questions se posent maintenant : jusqu'ici les Chittagong Hill

Tracts étaient considérées comme la terre des autochtones jumma, les Bengalis qui la colonisaient sans autorisation tombaient dans l'illégalité. Or, cet amendement ouvre les portes à tous les Bengalis et il y a fort à parier que les spoliations des terres seront plus nombreuses, que les affrontements et les violences interethniques se multiplieront. Dans ce contexte, le traité de paix des Chittagong Hill Tracts de 1997 perd toute sa valeur puisqu'il n'y a plus d'autochtones dans ce pays qui considère que tous ses citoyens sont des Bengalis. En 1972, la non reconnaissance de leur identité avait poussé des leaders indigènes à prendre les armes. Que va-t-il se passer maintenant ? Un triste avenir est promis à ces oubliés du Bangladesh et à leurs frères exilés dans le monde entier. Parce qu'ils sont différents, parce qu'ils sont attachés à leur terre, leur survie en tant que peuple, leurs vies mêmes, sont en danger. Le génocide culturel a franchi une étape supplémentaire. ■

Le Bangladesh a longtemps considéré la région des Chittagong Hill Tracts comme une terre vierge où il pouvait installer les Bengali pauvres et sans terre sans aucune considération pour les Jumma, qui en sont pourtant les habitants originels. Durant les 50 dernières années, les Jumma, qui étaient pratiquement les seuls habitants des Hill Tracts, sont devenus minoritaires, démographiquement surpassés par les colons et confrontés à une violente répression de l'armée. Depuis l'indépendance obtenue en 1971, les Jumma ont été assassinés, torturés, violés, et ont vu leurs villages incendiés au cours de campagnes génocidaires. En 1997, les Jumma signaient avec le gouvernement un accord de paix qui mettait fin à certaines des pires atrocités commises à leur rencontre. Survival travaille depuis de nombreuses années avec les Jumma, dénonçant les violations de leurs droits et la violente répression dont ils sont victimes.

Oui, je soutiens Survival

Nom

Prénom

Adresse

Code

Ville

Pays

Avec un don de:

25 € 50 € 100 € 200 € autre

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion)

- Membre actif 55 €
- Membre actif avec Ethnies 90 €
- Membre bienfaiteur 130 €
- Etudiants, chômeurs 25 €

Je souhaite m'abonner aux Nouvelles de Survival

- Abonnement annuel (4 n°) 15 €
- Abonnement de soutien 25 €

Port étranger/avion, ajouter 7 €

Total €

Je choisis le prélèvement automatique, envoyez-moi le formulaire

Ci-joint un chèque à l'ordre de Survival

Je préfère régler par carte bancaire

N°

Date d'expiration

Signature

Date

Remplissez ce bulletin en lettres capitales, découpez-le et retournez-le accompagné de votre règlement à : Survival 18 rue Ernest et Henri Rousselle, 75013 Paris



Livres et revues

Le Courrier de l'Environnement, n° 60, mai 2011, INRA. 'Biocarburants liquides et finalités de la recherche. Un avis du comité commun d'éthique pour la recherche agronomique'.

Revista de Antropologia vol. 53, n°2, juillet-déc. 2010, Université de São Paulo, Brésil. Numéro spécial : 'Anthropologie du droit'.

Solidarité Guatemala, n° 194, avril-juin 2011. Numéro spécial : 'Perenco, exploiter coûte que coûte'; n° 195, juil-sept 2011. 'Guatemala : le retour des militaires'.

La Baleine, n° 166, été 2011, Les Amis de la Terre, 3,20 €.

The Indigenous World 2011, IWGIA, Copenhague, 632 p.

Le droit à la non-discrimination, Centre Europe-Tiers Monde, Genève, juin 2011, 65 p. Des centaines de millions de personnes continuent d'être discriminées à travers le monde du fait de leur appartenance à un peuple ou à une ethnie, de leur langue, de leur croyance, de leur situation

sociale ou économique, de leur ascendance, de leur opinion politique, mais aussi de leur sexe, de leur âge ou de leur orientation sexuelle. Loin d'avoir réduit les discriminations, la mondialisation néolibérale les a plutôt déplacées. Cet ouvrage qui contient de nombreux exemples, couvrant des situations très diverses permettra de mesurer la place de la non-discrimination dans les dispositifs des droits de l'homme.

Update, n° 96, mai-juil. 2011, Docip, Genève. 'Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, 3e session 2010'.

Vers un développement solidaire, n° 216, juin 2011, Déclaration de Berne. Numéro spécial 'Agropoly. Ces quelques multinationales qui contrôlent notre alimentation'.

Hommes & Libertés, n° 155, juil-sept. 2011, Ligue des droits de l'homme, 7 €. 'Dossier : DOM-COM. Droits et citoyenneté'.

Ralatorio. Violência contra os povos indígenas no Brasil. Dados de 2010, CIMI, juin 2010, Brasília, 156 p. (voir page 3).

Ciné-débats Survival

Le cycle de ciné-débats de Survival a repris depuis le 4 octobre en partenariat avec le cinéma d'art et d'essai **La Clef**. Tous les premiers mardis du mois, nous projetons des œuvres de fiction ou documentaires, historiques ou contemporaines, suivies d'un débat.

■ **4 octobre**
Joe Leahy's Neighbours, de Bob Connolly et Robin Anderson

■ **1er novembre**
Black Harvest, de Bob Connolly et Robin Anderson

■ **6 décembre**
Les derniers rois de Thulé, de Jean Malaurie

■ **3 janvier 2012**
La maison et la forêt, de Volkmar Ziegler

■ **7 février**
Dead Man, de Jim Jarmusch

■ **6 mars**
Anna, de Anastasia Lapsui et Markku Lehmuskallio

■ **3 avril**
Toomelah, de Ivan Sen

■ **1er mai**
Même la pluie, de Icíar Bollain

■ **21 juin** Spécial fête de la musique
Tabou de Friedrich Wilhelm Murnau et Robert Flaherty

Cinéma La Clef

34 rue Daubenton
75005 PARIS
(M° Censier-Daubenton)

Prix d'entrée : 7€, tarif réduit : 5,50€ Carte 3 films de ce cycle : 15€

Retrouvez la programmation complète des ciné-débats sur notre site internet : www.survivalfrance.org/agir/agenda